

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

Du mouvement de la population en France de 1861 à 1865

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 53-72

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__53_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

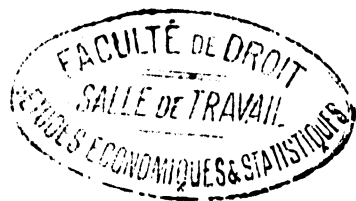
NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



I.

Du mouvement de la population en France de 1861 à 1865.

Il est peu d'études plus attrayantes et en même temps plus instructives, plus fécondes en enseignements du plus haut intérêt, que celle du mouvement de la population d'un pays, mais surtout d'un grand pays. S'il est vrai que l'état progressif, stationnaire ou rétrograde de cette population, est toujours déterminé par le degré de prospérité dont elle jouit, le document qui fait connaître ses diverses évolutions est, sans contredit, un des monuments les plus précieux de l'histoire. Ce qui est certain, c'est qu'elle reçoit immédiatement le contre-coup de toutes les crises politiques, sociales ou économiques, et que notamment les révolutions, les disettes, les guerres, les épidémies l'atteignent profondément.

A un autre point de vue, l'étude du mouvement de la population n'offre pas un sujet d'observations d'une moindre portée. C'est ainsi qu'elle fournit la preuve que, même dans les actes de pure spontanéité, de libre mouvement, dans les actes où la volonté humaine semble jouer le rôle dominant, cette volonté paraît être soumise à une puissance supérieure, dont elle subit l'empire à son insu, c'est-à-dire en gardant le sentiment de sa liberté et de son initiative. Telle est même, en général, disons-le en passant, la grande valeur des recherches statistiques, que, faites avec soin, sur une échelle étendue, avec des méthodes éprouvées et uniformes, elles conduisent à la découverte des lois du monde moral presque avec le même degré de probabilité que les observations astronomiques à la constatation des lois du monde physique. Quoi de plus surprenant, en effet, que le retour périodique, dans des conditions presque identiques de nombre, de durée, d'intensité, de certains phénomènes que l'on supposerait être le résultat des délibérations les plus intimes, les plus indépendantes de la conscience humaine! Pour citer quelques exemples, la vindicte publique n'a-t-elle pas à réprimer, chaque année, à peu près le même nombre de méfaits accomplis dans les mêmes circonstances, par le même nombre d'individus, du même sexe, du même âge, du même degré d'instruction, appartenant aux mêmes professions, ayant la même origine, le même état civil, les mêmes antécédents! Quel acte plus spontané, quelle émanation plus directe, plus immédiate du libre arbitre que le suicide! Et cependant la statistique officielle ne nous montre-t-elle pas, chaque année, à peu près le même nombre d'individus des deux sexes quittant volontairement la vie pour se soustraire à des douleurs qu'ils ont jugées supérieures à leurs forces? Et non-seulement le nombre moyen annuel des sui-

cides ne s'accroît qu'à de longs intervalles, mais encore le choix des instruments de mort est toujours le même, et cette similitude se reproduit jusque dans les moindres détails de l'acte de destruction.

Le mariage ne semble-t-il pas devoir être rangé parmi les manifestations les plus réfléchies, les plus mûries de la volonté dans le plein exercice de son indépendance? Eh bien! chaque année, à quelques faibles variations près que l'usage des moyennes fait disparaître, le même nombre de jeunes gens épouse le même nombre de jeunes filles ou de veuves; le même nombre de veufs épouse le même nombre de filles ou de veuves; enfin, le même nombre de veuves s'unit à un nombre égal de garçons ou de veufs, et ce qui est plus merveilleux encore, c'est que ces divers mariages se contractent absolument aux mêmes âges!

Où classer encore ce fait si grave, si funeste pour la société, de la séduction, si ce n'est dans la série des accidents, des cas fortuits, des éventualités les plus imprévues? Eh bien! chose étrange, chaque année, le même nombre de filles trompées donne le jour au même nombre d'enfants illégitimes! Nous pourrions multiplier ces citations; elles suffisent pour démontrer l'existence de lois que l'homme moral, l'homme social, ne peut enfreindre malgré l'exercice le plus illimité des facultés de libre examen, de libre décision qu'il tient de Dieu.

N'abaïssons pas trop toutefois le rôle de la volonté humaine dans ce mécanisme des grandes fonctions sociales. Si le cercle dans lequel elle est appelée à se mouvoir a d'étroites limites, cependant il faut reconnaître que, dans quelques cas, son action est réelle et efficace. Elle est visible surtout aux époques de crises et d'épreuves, lorsqu'un événement imprévu et violent vient troubler la marche paisible et régulière de la société. On voit alors se produire certains résultats qui attestent l'intervention d'une pensée fortement conçue, d'une résolution fermement arrêtée et prise dans la plénitude d'une raison libre. Ainsi, dans les temps de révolution, ou de stagnation industrielle, ou de cherté, le nombre des mariages diminue subitement, et ce qui n'est pas moins concluant, la fécondité des couples mariés se ralentit. Il est ainsi évident que, sous l'influence des circonstances qui appauvrissent le pays tout entier et portent surtout atteinte aux ressources des classes ouvrières, l'homme ajourne volontairement tout changement de situation qui pourrait réduire ses moyens d'existence. Dans ce sacrifice, quelquefois douloureux, des penchants les plus naturels, au sentiment de la conservation, peut-on méconnaître l'exercice d'une volonté en pleine possession d'elle-même? La même observation s'applique à un phénomène non moins caractéristique, qui se manifeste, depuis un quart de siècle environ, dans tous les grands États de l'Europe, mais particulièrement en France; c'est la diminution graduelle des naissances. Cette diminution est un des faits de physiologie sociale les plus remarquables de notre temps, en ce sens qu'il coïncide avec un nombre croissant de mariages, avec le plus grand développement et la moins inégale répartition de la richesse publique dont l'histoire fasse mention, avec un accroissement considérable de la durée de la vie humaine, et qu'il ne peut, par conséquent, être considéré comme l'effet d'une atteinte prolongée et croissante au bien-être des masses.

On lira donc avec quelque intérêt les renseignements qui suivent sur le mouvement de la population en France.

Ces renseignements se rapportent particulièrement à la période 1861-1865. Mais nous avons eu l'occasion de remonter, pour les faits les plus importants,

jusqu'au commencement de ce siècle et d'étudier les modifications plus ou moins profondes dont les actes de l'état civil ont été l'objet en France dans cette longue et intéressante période de 65 ans.

Le mouvement annuel de la population présentant des différences assez notables selon le degré d'agglomération des habitants, nous croyons devoir l'étudier séparément pour les trois grandes catégories ci-après :

1° Le département de la Seine, qui représente le maximum de densité de la population ;

2° La population rurale, qui comprend la population de toutes les communes (sauf celles du département de la Seine) ayant plus de 2,000 habitants agglomérés ;

3° La population urbaine, embrassant toutes les communes où la population agglomérée n'atteint pas 2,000 âmes.

I. ACCROISSEMENT DE LA POPULATION RÉSULTANT DE L'EXCÉDANT DES NAISSANCES SUR LES DÉCÈS.

Pour la France entière, l'excédant des naissances, après avoir atteint son maximum en 1862, n'a cessé de décroître jusqu'en 1865, année éprouvée par le choléra. C'est ce qui résulte du tableau ci-dessous :

Années.	Naissances.	Décès.	Excédant des naissances.	Accroissement pour 100 habitants.
1861	1,005,078	866,597	138,481	0.37
1862	995,167	816,978	182,189	0.49
1863	1,012,794	846,917	165,877	0.44
1864	1,005,880	860,330	145,550	0.39
1865	1,005,753	921,887	83,866	0.22
Moyennes . . .	1,004,934	861,742	143,192	0.38

Le taux moyen d'accroissement de la population, déduit des cinq années indiquées, correspond à une période de doublement de 183 ans. Il avait été, pour les trois périodes quinquennales antérieures, de 0.29, 0.20 et 0.28 p. 100. La période actuelle indique donc un progrès marqué, qui aurait été plus grand encore, sans des circonstances exceptionnelles que nous mentionnerons plus loin.

Suivant les populations, l'accroissement moyen par sexe est représenté par les chiffres suivants :

	Sexe masculin.	Sexe féminin.	Les 2 sexes.
Seine	0.43	0.40	0.46
Villes	0.23	0.17	0.20
Campagnes . . .	0.49	0.37	0.43
Moyennes . . .	0.43	0.33	0.38

On en conclut que le sexe féminin s'est accru dans une moindre proportion que le sexe masculin. Aussi l'excédant féminin de la population diminue-t-il à chaque recensement.

On voit, en outre, que le progrès est plus rapide dans les campagnes que dans les villes, sauf, toutefois, en ce qui concerne le département de la Seine. Depuis 1855, en effet, et malgré deux épidémies cholériques, ce département accuse un excédant de naissances plus élevé même que celui des populations rurales. La composition de sa population, formée en majorité d'adultes, dont, toutes choses égales

d'ailleurs, la mortalité est la moins élevée, contribue à expliquer ce résultat. Mais on s'accorde également à l'attribuer, pour une forte part, aux changements favorables que les immenses travaux d'édilité accomplis dans la capitale ont apportés dans son état hygiénique.

II. NAISSANCES.

Pendant la période qui nous occupe, le chiffre des naissances d'enfants nés vivants a varié de 995 à 1,012 mille. En moyenne, il ne dépasse que très-peu le million. Ces faibles variations sont indépendantes de l'accroissement de la population. C'est là un fait remarquable qu'on avait déjà constaté avant les annexions. Au commencement du siècle, on comptait, en effet, plus de naissances pour une population de 27 millions d'habitants qu'en 1860, où elle a atteint 36 $\frac{1}{2}$ millions.

Si le nombre annuel des naissances reste à peu près stationnaire dans notre pays, alors que l'immigration et l'émigration semblent s'y balancer, l'accroissement de la population ne peut être attribué qu'à celui de la vie moyenne des habitants. En réalité, la vie moyenne, quel que soit le procédé qu'on emploie pour la mesurer, s'est accrue en 60 ans de 7 à 8 ans.

1° Fécondité de la population. (Natalité.)

Par sexe et suivant la nature de la population, les naissances d'enfants nés vivants se répartissent ainsi :

Années.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	Les 2 sexes.
1861	514,735	490,343	1,005,078
1862	510,311	484,856	995,167
1863	518,581	494,213	1,012,794
1864	516,160	489,720	1,005,880
1865	515,345	490,408	1,005,753
Moyennes . .	515,026	489,908	1,004,934
Seine	31,435	30,403	61,838
Villes	131,727	126,274	258,001
Campagnes . . .	351,864	333,231	685,095
Totaux . .	515,026	489,908	1,004,934

En rapportant les nombres qui précèdent, à la population correspondante, on obtient les rapports suivants, à l'aide desquels on mesure sa *fécondité générale*, ou ce qu'en d'autres termes on appelle *la natalité*.

Naissances pour 100 habitants.

Années.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	Les 2 sexes.
1861	2.76	2.62	2.69
1862	2.73	2.58	2.65
1863	2.76	2.62	2.69
1864	2.74	2.59	2.66
1865	2.72	2.58	2.65
Seine	2.99	3.04	3.01
Villes	2.89	2.78	2.81
Campagnes	2.65	2.51	2.59
Moyennes de la France.	2.73	2.59	2.66

Les rapports afférents aux diverses catégories de localités montrent que la fécon-

dité générale de la population est d'autant plus élevée que cette population est plus agglomérée.

Ce fait, en contradiction apparente avec les rapports qui servent à mesurer la fécondité des mariages, s'explique aisément si l'on tient compte de la composition des populations respectives. Les villes et le département de la Seine surtout ont, en effet, une plus forte population *d'adultes* que les campagnes, et par conséquent plus de mariages; d'où résulte, malgré leur moindre fécondité, un plus grand nombre de naissances.

Ces naissances s'augmentent, en outre, de celles des enfants nés hors mariage, plus nombreux dans les villes, dans les grandes villes surtout, que dans les campagnes.

Nous avons ainsi été amené à chercher une mesure plus exacte de la fécondité de la population, et nous croyons l'avoir trouvée, en rapportant les naissances annuelles à l'ensemble des femmes de 15 à 45 ans, âges qui forment les limites extrêmes de la conception.

Nous avons, par ce moyen, trouvé les rapports ci-après :

Enfants nés vivants par 100 femmes dans l'âge de la fécondité.

1861.	11.73
1862.	11.59
1863.	11.68
1864.	11.68
1865.	11.66
Moyenne.	<u>11.68</u>
Seine	11.00

Ainsi, en France, on compte 12 naissances, et dans la Seine 11 seulement, pour 100 femmes nubiles.

En calculant ce rapport, pour la France entière, à 10 années d'intervalle (1851-1855), nous avons trouvé 11.25 au lieu de 11.68. La fécondité du pays a donc augmenté; mais nous verrons plus loin que cet accroissement doit être attribué simplement à une plus forte proportion d'enfants naturels.

2° Naissances par sexes.

En France (et on peut dire dans tous les autres pays) les garçons ont toujours, dans les naissances, une supériorité numérique marquée sur les filles. Longtemps même le rapport s'est maintenu à 106 garçons pour 100 filles; mais depuis quelques années, il tend à décroître et n'était plus, en 1866, que de 104.80. Voici les résultats de la période qui nous occupe :

Garçons pour 100 filles.

1861.	104.97
1862.	105.25
1863.	104.93
1864.	105.40
1865.	104.88
Moyennes. { Seine.	<u>103.37</u>
{ Villes.	104.32
{ Campagnes.	105.29

Pour les enfants légitimes, le rapport moyen est de 105.29; il descend à 103.20 pour les enfants naturels.

3° Enfants légitimes et enfants naturels.

Au point de vue de l'état civil, les naissances d'enfants nés vivants se répartissent comme il suit :

Années.	Enfants légitimes.	Enfants naturels.	Total des naissances.
1861	928,381	76,697	1,005,078
1862	921,248	73,919	995,167
1863	936,311	76,483	1,012,794
1864	929,980	75,900	1,005,880
1865	928,749	77,004	1,005,753
Moyennes. . .	928,934	76,000	1,004,934
Seine	45,560	16,278	61,838
Villes	228,364	29,637	258,001
Campagnes . . .	655,010	30,085	685,095

Il nous a paru intéressant de rechercher la fécondité des mariages, ainsi que celle des unions illégitimes, en rapportant, d'une part, les enfants légitimes aux femmes mariées de 15 à 45 ans, et de l'autre, les enfants naturels aux femmes non mariées, filles ou veuves, du même âge.

Le tableau suivant renferme les résultats de ces calculs :

Années.	Enfants légitimes par 100 femmes mariées.	Enfants naturels par 100 femmes non mariées.	Fécondité relative du mariage.
1861.	20.88	1.86	11.23
1862.	20.63	1.75	11.34
1863.	20.87	1.86	11.22
1864.	20.64	1.85	11.16
1865.	20.52	1.88	10.92
Moyennes. . .	20.66	1.85	11.17
Seine (1861-1865). . .	14.92	6.32	2.36

On voit qu'en général il naît annuellement 21 enfants pour 100 femmes mariées; et seulement un peu moins de 2 enfants pour 100 femmes non mariées. En d'autres termes, la fécondité du mariage est environ 11 fois supérieure à celle des unions illicites.

Dans le département de la Seine, les rapports sont de 15 enfants pour 100 femmes mariées et 6 pour 100 femmes non mariées. Ici la fécondité légitime n'est qu'un peu plus de 2 fois supérieure à la fécondité illégitime.

De sorte qu'on peut dire que, pour un même nombre de femmes nubiles, il y a, dans la Seine, 5 naissances légitimes de moins, et 4 illégitimes de plus, que dans le pays entier. Aussi avons-nous vu que la fécondité générale y descend de 11.68 à 11.0.

Si, comme pour la fécondité générale, nous apprécions les mêmes faits pour la France entière et à 10 années d'intervalle, nous sommes amené à poser les rapports suivants :

Périodes.	Fécondité dans le mariage.	Fécondité hors du mariage.	Fécondité relative du mariage.	Fécondité générale.
1851-1856.	20.75	1.65	12.60	11.25
1861-1866.	20.66	1.85	11.17	11.68

D'où cette conséquence, dont nous avons déjà parlé, que l'accroissement de fécondité générale constaté entre les deux périodes ne doit être attribué qu'à un

accroissement dans la proportion des enfants naturels. La fécondité légitimé a baissé, en effet, de 20.75 à 20.66.

L'accroissement qui vient d'être constaté dans le nombre des enfants naturels, se vérifie, quand on rapporte ces enfants aux naissances annuelles ou à la population.

De 1851 à 1856, on comptait 7.28 enfants naturels par 100 naissances, ou 1.98 par 1,000 habitants.

De 1861 à 1866, on comptait 7.56 enfants naturels par 100 naissances, ou 2.01 par 1,000 habitants.

En étudiant le même phénomène suivant les diverses catégories de la population, on trouve :

Enfants naturels pour 100 naissances.

	1851-1856.	1861-1866.
Seine	26.92	26.32
Villes	12.21	11.49
Campagnes	4.03	4.39
France	7.28	7.56

Ainsi l'augmentation des enfants naturels ne s'est produite que dans les campagnes; dans les villes et à Paris, on constate, au contraire, une diminution. Toutefois, le département de la Seine compte encore actuellement, à égalité de naissances, de 2 à 3 fois plus d'enfants naturels que les villes, et 6 fois plus que les campagnes. Cette situation défavorable s'explique par les facilités que rencontre, dans la capitale, la formation des unions irrégulières. Ces unions sont fréquentes dans la classe ouvrière, peut-être par suite des longues et onéreuses formalités qui précèdent les mariages. Quelques sociétés charitables, entre autres celle de Saint-François-Régis, ont cherché à atténuer ces difficultés; c'est peut-être à leurs efforts qu'on doit l'amélioration, bien que très-faible encore, que révèlent les documents officiels.

Sur 100 enfants naturels, il y en a 66, c'est-à-dire les deux tiers, qui sont privés de toute filiation légale. Ces enfants sont, pour la plupart, nés à l'hospice ou abandonnés à la charité publique.

Dans le département de la Seine, la proportion des enfants naturels non reconnus est de 74; elle est de 73 dans les villes, et de 56 p. 100 seulement dans les campagnes.

En dehors de la reconnaissance proprement dite, un certain nombre d'enfants naturels sont légitimés par le mariage ultérieur de leurs parents. Ces mariages, qu'on pourrait appeler réparateurs, sont très-communs dans le département de la Seine; ils le sont moins dans les villes et surtout dans les campagnes. En rapportant, en effet, les mariages ainsi désignés au total des mariages annuels, on trouve les rapports suivants : Seine, $\frac{1}{8}$; villes, $\frac{1}{15}$; campagnes, $\frac{1}{32}$. Ajoutons que ces rapports se reproduisent chaque année avec une parfaite régularité.

4° Mort-nés.

On sait que, sous cette dénomination, on entend, en France, non-seulement les mort-nés proprement dits, c'est-à-dire ceux qui sont morts avant ou pendant l'accouchement, mais encore tous les enfants décédés avant que leur naissance ait été déclarée à l'officier de l'état civil.

D'un autre côté, il n'a été établi aucune règle précise pour distinguer le fœtus du mort-né, et quelques tentatives faites, en ce sens, par la mairie centrale de Paris n'ont réussi qu'à prouver combien cette distinction est difficile, en l'absence d'indications suffisantes sur la durée de la gestation.

Quoi qu'il en soit, après s'être accrue, de 1841 à 1860, de 3.27 à 4.42 pour 100 conceptions, la proportion des mort-nés est descendue, à partir de 1861, à 4.29, 4.32 et 4.30. Ces rapports indiquent une diminution qui paraît malheureusement s'être arrêtée en 1864 et 1865.

Voici les résultats pour la période avec distinction d'état civil:

Années.	Mort-nés légitimes.	Mort-nés naturels.	Total.
1861.	38,946	6,078	45,024
1862.	38,640	6,275	44,915
1863.	39,150	6,303	45,453
1864.	40,323	6,318	46,641
1865.	40,473	6,480	46,953
Moyennes { Seine . . .	3,052	1,495	4,547
{ Villes . . .	11,437	2,630	14,067
{ Campagnes	25,017	2,166	27,183
France	39,506	6,291	45,797

Si on rapporte les nombres qui précèdent aux femmes de 15 à 45 ans, on obtient les rapports-p. 100 ci-dessous:

Années.	Mort-nés légitimes.	Mort-nés naturels.	Total.
1861	0.88	0.12	0.53
1862	0.87	0.15	0.52
1863	0.87	0.15	0.53
1864	0.89	0.15	0.54
1865	0.89	0.16	0.54
Moyennes . .	0.88	0.15	0.52

En rapprochant ces rapports de ceux que nous ont donnés les naissances d'enfants vivants, savoir:

Années.	Mort-nés légitimes.	Mort-nés naturels.	Total.
1861	20.88	1.86	11.73
1862	20.63	1.75	11.59
1863	20.87	1.86	11.78
1864	20.64	1.85	11.68
1865	20.52	1.88	11.66
Moyennes . .	20.66	1.85	11.68

on en conclut qu'en moyenne, de 1,000 femmes nubiles, il naît : 117 enfants vivants et 5 morts, soit 4.36 mort-nés par 100 conceptions; dans le mariage, la proportion est de 207 enfants vivants et de 9 morts, soit 4.08 par 100 conceptions; hors le mariage, la proportion est de 18 $\frac{1}{2}$ enfants vivants et de 1 $\frac{1}{2}$ morts, soit 7.64 par 100 conceptions.

Ces rapports, à très-peu près conformes à ceux qu'on obtient en divisant directement les mort-nés par les conceptions, montrent combien les unions illégitimes sont fatales à la gestation : 7.6 enfants au lieu de 4 par 100 conceptions, ou presque le double!

Suivant la catégorie de population, le rapport des mort-nés aux conceptions varie comme il suit:

	Mort-nés légitimes.	Mort-nés naturels.	Excédant p. 100.
Seine	6.28	8.41	2.13
Villes	4.77	8.15	3.38
Campagnes . . .	3.68	6.72	3.04
France	4.08	7.64	3.56

En moyenne, sur 100 conceptions annuelles, les enfants naturels comptent 3.56 mort-nés de plus que les enfants légitimes. La différence est moindre dans le département de la Seine, qui compte le plus de mort-nés, même dans le mariage.

Ce sont les accouchements multiples qui voient naître le plus de mort-nés : dans les accouchements doubles (jumeaux) on en compte 16 p. 100 et 26 p. 100 dans les accouchements triples. Disons, en passant, que les accouchements multiples dépassent à peine 1 p. 100.

Les rapports qui viennent d'être posés varient suivant le sexe. En général les garçons ont plus de mort-nés que les filles. La différence est moindre toutefois pour les enfants nés hors du mariage que pour les légitimes.

Garçons pour 100 filles.

	Mort-nés légitimes.	Mort-nés naturels.	Différence.
Seine	132.27	127.55	4.72
Villes	140.68	122.03	18.65
Campagnes . . .	156.77	125.39	31.38
France	149.90	124.84	25.06



L'excédant, pour les enfants légitimes, est de 25 p. 100; mais il s'accroît d'autant plus que les populations sont moins agglomérées.

Cet excédant de mortalité masculine, au moment même de la naissance, se poursuit pendant toute la durée de l'enfance; ainsi s'établit, à l'âge adulte, entre les deux sexes, l'égalité qu'ils n'avaient pas à la naissance.

III. MARIAGES.

1° Nombre de mariages et rapport à la population.

Le tableau suivant indique quel a été le nombre des mariages de 1861 à 1865, ainsi que leur rapport à la population.

Années.	Mariages.	Mariages pour 100 habitants.	Habitants pour 1 mariage.
1861	305,203	0.82	122.5
1862	303,514	0.81	123.6
1863	301,376	0.80	125.0
1864	299,579	0.79	126.2
1865	299,242	0.79	126.8
Résultat moyen	{ Seine 18,677	0.91	109.9
	{ Villes 70,671	0.77	129.9
	{ Campagnes . . . 212,435	0.80	124.7
France	301,783	0.80	125.0

On voit, qu'en chiffres absolus, le nombre des mariages a subi une décroissance lente, mais continue. Toutefois, le rapport afférent à la période entière, quoique inférieur à celui de la période précédente, qui était de 0.82 p. 100, est supérieur à celui des meilleures années du demi-siècle. En suivant la série des années, on remarque que les mariages augmentent aux époques prospères, et diminuent, au

contraire, dans les périodes de trouble et d'insécurité. C'est ainsi qu'après 1848 leur rapport est descendu jusqu'à 0.78 p. 100, tandis qu'il s'est élevé, de 1841 à 1845, à 0.81, et à 0.82 de 1856 à 1860.

La diminution des mariages est donc accidentelle; mais, dans tous les cas, leur nombre ne subit que d'assez faibles oscillations, pour qu'on puisse le considérer comme à peu près stationnaire.

Rapportés à la population adulte, les mariages sont descendus, de 1861 à 1866, de 1.16 à 1.12 p. 100; il est vrai qu'en 1851, année de vives préoccupations, le rapport n'était que de 1.07.

Si le nombre absolu des mariages n'a que très-peu varié, leur *durée* n'a cessé de s'accroître. Elle n'était en 1831 que de 23 ans 2 mois; elle a monté, en 1861, à 24 ans $\frac{1}{3}$, et à près de 25 ans en 1866.

Cette prolongation de la durée des mariages a eu pour effet d'accroître sensiblement, à chaque recensement, la proportion des couples mariés. C'est ce que confirment les chiffres suivants, qui indiquent le rapport des mariés à l'ensemble des habitants ramenés à 100.

1806	35.93		1851	38.94
1821	36.99		1861	39.99
1831	37.17		1866	40.50
1841	37.84			

C'est en 60 ans une augmentation de 4 $\frac{1}{3}$ p. 100.

2° Fécondité des mariages.

La fécondité des mariages se mesure ordinairement en rapportant les enfants légitimes aux mariages de l'année. Cette mesure, qui nous semble défectueuse lorsqu'elle ne porte que sur une année, ne manque pas d'une certaine valeur lorsqu'on procède par périodes et que le nombre annuel des mariages reste à peu près constant.

Voici les résultats trouvés depuis le commencement du siècle :

Enfants légitimes (nés vivants) par mariage.

1800-1815	3.93		1846-1850	3.11
1816-1830	3.73		1851-1855	3.10
1831-1835	3.48		1856-1860	3.03
1836-1840	3.25		1861-1865	3.08
1841-1845	3.21			

La fécondité des mariages a donc subi, depuis le commencement du siècle, un décroissement continu, mais qui paraît s'être arrêté en 1861. Comme tous les faits s'enchaînent dans les mouvements de la population, nous verrons plus loin que cet accroissement de fécondité de 1861 à 1865 correspond à une diminution dans l'âge moyen des décédés.

Par nature de population et pour la dernière période, on trouve :

Seine	2.44	}	Moyenne. . 3.08
Villes	3.23		
Campagnes.	3.08		

C'est dans la Seine que les mariages sont le moins féconds; mais il est remarquable que la population urbaine est plus prolifique que celle des campagnes. Ce fait, un peu imprévu, se vérifie dans toutes les périodes précédentes; il mérite, par conséquent, d'attirer l'attention.

3° Mariages par état civil.

Années,	Garçons et filles.	Garçons et veuves.	Veufs et filles.	Veufs et veuves.	Total des mariages.
1861	256,975	11,120	26,604	10,504	305,203
1862	257,257	10,466	25,748	10,043	303,514
1863	256,461	9,945	25,101	9,869	301,376
1864	254,538	9,819	25,360	9,862	299,579
1865	253,839	10,364	25,035	10,004	299,242

Résultats moyens.

Seine	15,368	912	1,696	701	18,677
Villes	58,476	2,877	6,619	2,699	70,671
Campagnes . . .	181,970	6,554	17,255	6,656	212,435
France	255,814	10,343	25,570	10,056	301,783

Nombres proportionnels sur 100 mariages.

1861	84.20	3.64	8.72	3.44
1862	84.76	3.45	8.48	3.31
1863	85.10	3.30	8.33	3.27
1864	84.98	3.28	8.47	3.27
1865	84.83	3.45	8.37	3.35

Résultats moyens.

Seine	82.28	4.88	9.08	3.76
Villes	82.74	4.07	9.37	3.82
Campagnes . . .	85.67	3.08	8.12	3.13
France	84.77	3.43	8.48	3.32

Il résulte de ces rapports que les mariages *protogames* (en premières nocés) sont d'autant plus nombreux que la population est moins agglomérée. Les mariages *palingames* (en deuxième ou troisième nocés) figurent au total pour 15 p. 100 (France entière). La proportion est de 18 dans la Seine, de 17 dans les villes et de 14 seulement dans les campagnes.

Dans la période 1851-1860, les mariages de cette dernière catégorie atteignaient 16.71 p. 100; ils sont descendus, dans la période qui nous occupe, à 15.23. Ils sont donc en voie de diminution au profit des mariages en premières nocés.

En donnant une autre forme à ces proportions, on peut apprécier le rapport pour 100 des mariages de garçons et des mariages de veufs, ainsi que celui des mariages de filles ou de veuves.

Années.	Mariages de garçons.	Mariages de veufs.	Mariages de veufs par 100 mariages de garçons.	Mariages de filles.	Mariages de veuves.	Mariages de veuves par 100 mariages de filles.
1861	87.84	12.16	13.8	92.92	7.08	7.62
1862	88.21	11.79	13.4	93.24	6.76	7.25
1863	88.40	11.60	13.1	93.43	6.57	7.03
1864	88.26	11.74	13.3	93.45	6.55	7.01
1865	88.28	11.72	13.3	93.20	6.80	7.80

Résultats moyens.

Seine	87.16	12.84	14.7	91.36	8.64	9.46
Villes	86.81	13.19	15.2	92.11	7.89	8.57
Campagnes . . .	88.75	11.25	12.7	93.79	6.21	6.62
France	88.20	11.80	13.4	93.25	6.75	7.24

Ainsi, tandis qu'à 100 mariages de garçons correspondent 13.4 mariages de veufs, à 100 mariages de filles ne correspondent que 7.24 mariages de veuves. D'où cette conclusion que les veuves ont à peu près 2 fois moins de chances de se

remarier que les veufs. Ajoutons que cette chance est d'autant plus grande pour les veuves que la population est plus agglomérée.

Il en est de même pour les veufs; toutefois, il s'en remarie plus dans les villes que dans le département de la Seine.

La chance de se marier varie non-seulement suivant l'état civil, mais encore avec l'âge. C'est ce dont on peut s'assurer en comparant, à chaque période d'âge de la vie, les mariages annuels avec la population correspondante. Nous avons fait ce rapprochement pour l'année 1866, date du dernier dénombrement, et le tableau qui résume ces calculs nous a paru assez intéressant pour être reproduit ici.

Âges.	Mariages de garçons pour 100 garçons.	Mariages de filles pour 100 filles.	Mariages de veufs pour 100 veufs.	Mariages de veuves pour 100 veuves.
De 15 à 20 ans. . .	1.4	4.0	»	40.5
De 20 à 25 ans. . .	5.8	10.7	20.7	16.5
De 25 à 30 ans. . .	12.0	11.4	24.0	10.6
De 30 à 35 ans. . .	11.6	8.4	23.2	8.1
De 35 à 40 ans. . .	8.5	5.3	16.8	4.8
De 40 à 50 ans. . .	3.7	2.2	7.9	2.1
De 50 à 60 ans. . .	1.6	0.9	3.5	0.9
De 60 à 65 ans. . .	0.7	»	1.4	»
Moyennes . . .	6.7	6.7	5.6	2.8

En comparant les garçons aux filles, on voit qu'au-dessous de 20 ans les filles ont à peu près 3 fois plus de chances de se marier que les garçons; elles en ont encore à peu près 2 fois plus de 20 à 25 ans; les chances sont à peu près égales de 25 à 30 ans; mais au-dessus de cet âge ce sont les garçons qui se marient dans la plus forte proportion.

Au-dessous de 20 ans, les veuves se remarient dans une proportion considérable; mais au-dessus de 20 ans et à tous les autres âges, ce sont les veufs qui ont le plus grand nombre de chances.

En résumé, et pour tous les âges réunis, il se trouve que les garçons et les filles ont les mêmes chances de se marier, mais que les veufs en ont 2 fois plus que les veuves. Ce résultat fait comprendre pourquoi on trouve, dans la population, à tous les recensements, 2 fois plus de veuves que de veufs.

4° Mariages par âge.

Depuis 1853, les mariages ont été relevés d'après l'âge respectif des époux au moment de leur union. Cette classification des mariages présente chaque année les résultats les plus concordants, et à un tel point qu'on trouve toujours la même proportion de mariages excentriques, comme ceux de jeunes filles de moins de 20 ans avec des vieillards de plus de 60 à 65 ans, ou de jeunes gens de 18 ans avec des femmes qui ont atteint la vieillesse la plus avancée.

Nous avons calculé l'âge respectif des époux dans toutes les circonstances d'âge et d'état civil que le sujet comporte. Nous nous contenterons de présenter ici les résultats relatifs à l'année 1863. Les années précédentes donneraient lieu d'ailleurs à des conclusions presque identiques.

L'âge des époux varie selon leur état civil. Le tableau qui suit fait voir dans quelle proportion :

	Age de l'homme.		Age de la femme.		Différence
	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans. Mois.
<i>Entre garçons et filles.</i>					
Seine	29	8	25	2	4 6
Villes	28	5	24	4	4 1
Campagnes . . .	28	»	23	11	4 1
<i>Entre garçons et veuves.</i>					
Seine	36	7	37	3	— 0 8
Villes	35	5	36	1	— 0 8
Campagnes . . .	34	2	34	3	— 0 1
<i>Entre veufs et filles.</i>					
Seine	41	7	31	2	10 5
Villes	41	3	31	6	9 9
Campagnes . . .	40	8	31	»	9 8
<i>Entre veufs et veuves.</i>					
Seine	49	10	44	6	5 4
Villes	48	5	42	11	5 6
Campagnes . . .	47	4	42	»	5 4

En général, l'âge moyen de la femme, au moment du mariage, est inférieur à celui de l'homme. Il n'y a qu'une exception, c'est celle des veuves qui épousent des garçons. C'est dans les premiers mariages que l'âge des époux est le moins élevé; dans les mariages palîngames, ce sont les célibataires qui sont le moins âgés. Quelle que soit d'ailleurs la nature du mariage, on voit que les époux sont plus jeunes dans les campagnes que dans les villes, et que c'est dans le département de la Seine qu'ils atteignent l'âge le plus avancé.

Dans l'année qui nous occupe, les garçons avaient en moyenne 30 ans dans le département de la Seine, 28 ans 10 mois dans les villes et 28 ans 2 mois dans les campagnes, et les filles 25 ans 9 mois, 25 ans 1 mois et 24 ans 6 mois; les veufs 44 ans, 43 ans 4 mois et 42 ans 7 mois, et les veuves 40 ans 6 mois, 39 ans 5 mois et 38 ans 2 mois. En résumé, l'âge des hommes a varié, suivant la population, de 31 ans 10 mois à 29 ans 9 mois, et celui des femmes de 27 ans à 25 ans 4 mois.

C'est dans les mariages contractés par les garçons avec les veuves que la disproportion d'âge des époux est la moindre. Cette disproportion varie de 1 à 8 mois, suivant l'agglomération des habitants, et elle porte, comme on l'a vu, sur l'âge de la femme.

Pour les premiers mariages, l'homme est plus âgé que la femme de 4 ans à 4 ans et demi. Pour les mariages entre veufs et filles, cette disproportion varie de 9 ans 8 mois à 10 ans et demi. Elle n'est que de 5 ans et quelques mois dans les mariages contractés entre les veufs.

On voit d'ailleurs que c'est dans les campagnes que, quel que soit l'état civil, il y a le moins de disproportion d'âge, et dans le département de la Seine qu'il y en a le plus.

Pour conclure, les chiffres qui précèdent permettent d'affirmer que, dans les campagnes, on se marie plus jeune et avec une moindre inégalité d'âge entre les époux qu'au sein des villes.

Nous ne devons pas omettre de dire que quelques statisticiens attribuent à cette double circonstance le fort excédant (relatif) de naissances masculines que présente la population rurale.

Nous ne nous sommes pas contenté de calculer la disproportion d'âge qui existe entre les époux au moment de leur mariage et suivant la nature de ce mariage; il nous a paru utile de rechercher, en outre, les variations que cette disproportion éprouve suivant l'âge réciproque des deux époux.

Le tableau que nous avons préparé dans ce sens s'applique à tous les cas; nous nous contenterons ici de présenter les résultats relatifs aux mariages en premières noces contractés dans la France (moins la Seine). La 2^e colonne de ce tableau indique quel est l'âge moyen de la femme, lorsque le mari a l'âge correspondant inscrit à la 1^{re} colonne; et la 5^e, l'âge moyen de l'homme, lorsque la femme a l'âge correspondant inscrit à la 4^e colonne.

Age de l'homme.		Age de la femme.		Disproportion d'âge de l'homme.		Age de la femme.		Age de l'homme.		Disproportion d'âge de la femme.	
Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.
19	»	21	8	—	2 8	17	6	25	6	—	8 0
22	6	21	8	»	10	22	6	26	10	—	4 4
27	6	23	8	3	10	27	6	29	5	—	1 11
32	6	25	8	6	10	32	6	32	7	—	0 1
37	6	28	1	9	5	37	6	35	4		2 2
45	»	31	8	13	4	45	»	40	5		4 7
55	»	36	3	18	9	55	»	46	9		8 3
62	6	39	4	23	2	»	»	»	»		» »
28	1	24	»	4	1	24	»	28	1	—	4 1

En répartissant les mariages suivant l'âge de l'homme, on trouve que la disproportion d'âge entre les deux époux est d'autant plus élevée que l'homme approche de la vieillesse. C'est ainsi que, lorsque le mari a 20 ans, la femme est plus âgée d'environ 3 ans; s'il a de 20 à 25 ans, la femme est à peu près du même âge; lorsque l'homme atteint 45 ans, la différence d'âge en faveur de la femme est d'un peu plus de 13 ans; enfin, cette disproportion, lorsque le mari a dépassé 60 ans, peut aller, en faveur de la femme, jusqu'à 23 ans passés.

Si, d'autre part, on étudie les mariages suivant l'âge de la femme, on remarque que, plus elle est jeune, plus est grande la disproportion d'âge des deux époux. Ce n'est qu'au delà de la jeunesse et après l'âge mûr que les femmes, suivant en cela l'exemple de l'autre sexe, s'allient à des époux de plus en plus jeunes. Ces différences se trouvent exprimées à la dernière colonne du tableau précédent.

On peut conclure de ces observations que, si l'homme paraît libre de son choix, au moins, à partir de sa majorité, la femme semble jouer un rôle purement passif jusqu'à un âge assez avancé. Alors seulement elle entre dans les conditions de l'autre sexe, et, en prenant un époux, elle écoute surtout la voix de la nature et cède à l'attrait qu'inspire la jeunesse.

5^o Mariages consanguins.

On donne ce nom aux mariages contractés entre tantes et neveux, oncles, et nièces, beaux-frères et belles-sœurs, et entre cousins germains. En général, pour 100 mariages de cette nature, on en compte 1 ou 2 de la première catégorie, 4 de la seconde, 19 à 20 de la troisième, et 75, c'est-à-dire les trois quarts, de la dernière.

En 1863, une circulaire administrative a prescrit de tenir un compte spécial,

non-seulement des mariages entre cousins germains, mais encore entre cousins issus de germains. C'est ce qui explique l'accroissement survenu dans ces mariages à partir de la même année.

Nombres absolus.

	1861.	1862.	1863.	1864.	1865.
Neveux et tantes	47	58	67	76	36
Oncles et nièces	141	156	158	222	172
Beaux-frères et belles-sœurs.	827	752	837	960	966
Cousins germains	2,936	3,059	3,475	3,742	3,598
Total.	<u>3,951</u>	<u>4,025</u>	<u>4,537</u>	<u>5,000</u>	<u>4,767</u>
Proportion p. 100 mariages annuels.	1.30	1.33	1.51	1.67	1.59

Par nature de population, et pour les 5 années réunies, ces rapports sont respectivement :

Seine	1.51	} Moyenne. . 1.48
Villes	1.35	
Campagnes	1.52	

Il y aurait donc environ 3 mariages de cette nature sur 200.

6° Instruction élémentaire des époux.

Depuis 1855, l'administration cherche à se rendre compte, à l'occasion du relevé des mariages, du degré d'instruction élémentaire des époux. Dans ce but, les mariés ont été classés en deux catégories : 1° ceux qui ont signé leur acte de mariage; 2° ceux qui ont déclaré ne pouvoir le signer, ou n'y ont apposé qu'une simple croix¹.

Pour la France entière, et par sexe, le rapport des individus complètement illettrés au nombre total des mariés a varié comme il suit :

Années.	Hommes.	Femmes.	Moyenne des deux sexes.
1855	32.26	48.36	39.92
1856	31.15	47.01	39.08
1857	30.88	46.49	38.68
1858	30.78	46.14	38.45
1859	30.80	45.95	38.38
1860	29.81	44.90	37.56
1861	29.27	44.16	36.72
1862	28.54	43.26	35.90
1863	27.93	42.50	35.22
1864	27.88	41.45	34.66
1865	27.28	41.05	34.17

Il en résulte qu'en 10 ans le nombre des illettrés est descendu de 40 à 34 p. 100; pour les hommes, la diminution est de 4.98, et pour les femmes, de 7.31. C'est une amélioration sensible; il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui encore plus du tiers des personnes qui se marient ne savent même pas signer leur nom.

1. Nous ferons remarquer que le fait de la signature n'indique pas nécessairement que celui qui l'a donnée sait lire et écrire. Il n'y a là qu'un indice, non une certitude.

Voici les progrès réalisés, depuis 1856, par les diverses populations :

Illettrés pour 100 mariés.

	1856.	1865.	Progrès accomplis.
Seine	10.17	7.42	2.75
Villes	34.62	29.45	5.17
Campagnes . . .	43.21	38.19	5.02
France	39.08	34.17	4.91

Le progrès est, comme on le voit, plus rapide dans les agglomérations urbaines et dans les campagnes que dans le département de la Seine. Le rapport de la Seine est satisfaisant ; il l'est moins toutefois que celui des départements de l'Alsace, de la Lorraine et de la Franche-Comté, qui occupent le sommet de l'échelle.

7° Documents divers concernant les mariages. (Contrats. — Actes respectueux. — Oppositions.)

Les mariages non précédés d'un contrat sont généralement ceux de la classe la moins aisée de la population, l'absence d'apports par les conjoints rendant inutile toute stipulation relative au règlement des intérêts de la communauté. Ces mariages sont les plus nombreux, et leur proportion au total des mariages a varié depuis 6 ans de 61 à 59 p. 100. Cette proportion varie, d'ailleurs, suivant les populations ; elle est à son maximum (80 p. 100) dans le département de la Seine ; elle atteint 61 p. 100 dans les villes et 56 dans les campagnes.

Les actes respectueux varient en nombre entre 1,400 et 1,500. On en compte généralement 1 pour 200 mariages. Les oppositions sont moins nombreuses encore ; elles atteignent rarement 250.

IV. DÉCÈS.

1° Nombre des décès et rapport à la population.

Le tableau suivant résume, par année, les décès de chaque sexe pour la population entière. Nous le faisons suivre des décès moyens annuels de la période pour les diverses catégories de la population.

Décès. (Mort-nés non compris.)

Années.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	Les 2 sexes.
1861	435,374	431,223	866,597
1862	408,558	404,420	812,978
1863	426,208	420,709	846,917
1864	434,666	425,664	860,330
1865	467,530	454,357	921,887
Année moyenne.	434,467	427,275	861,742

Résultats moyens.

Seine	26,911	25,477	52,388
Villes	121,030	118,201	239,231
Campagnes	286,526	283,597	570,123
France	434,467	427,275	861,742

En rapportant ces décès à leurs populations respectives, on obtient les rapports suivants, qui mesurent leur mortalité.

Décès par 100 habitants.

Années.	Sexe masculin.	Sexe féminin.	Les 2 sexes.
1861	2.34	2.30	2.32
1862	2.18	2.15	2.17
1863	2.27	2.23	2.25
1864	2.30	2.25	2.28
1865	2.47	2.29	2.43



Résultats moyens.

Seine	2.56	2.55	2.55
Villes	2.66	2.55	2.61
Campagnes . . .	2.17	2.14	2.15
France	2.31	2.26	2.28

Malgré le choléra de 1865, la mortalité de la période est moindre que celles des périodes précédentes: 1851-1856, 2.41; 1856-1860, 2.39. C'est en 1862 que son chiffre a été le moins élevé.

On remarquera que, quelle que soit la population, la mortalité du sexe féminin est inférieure à celle de l'autre sexe. La mortalité est, d'ailleurs, en raison inverse du degré d'agglomération des habitants. Il faut, toutefois, faire une exception pour le département de la Seine, où, pour les raisons que nous avons énumérées en étudiant la fécondité, la mortalité est, depuis 1856, inférieure à celle de l'ensemble des autres villes.

En rapportant les décès aux naissances, on trouve, en moyenne, les résultats suivants:

Sexe masculin . . .	84.36	naissances pour 100 décès	} Moyenne 85.75
Sexe féminin . . .	87.22	—	
Seine	84.72	—	} Moyenne 85.75
Villes	92.73	—	
Campagnes	83.22	—	

Il en résulte qu'à égalité de naissances, la proportion des décès est plus considérable dans le sexe féminin. Aussi, avons-nous vu que ce sexe s'accroît moins rapidement que l'autre, et, en effet, la moindre mortalité dont il est l'objet, à population égale, n'est pas suffisante pour compenser l'excédant des naissances qui se produit chaque année en faveur du sexe masculin.

D'après les rapports afférents aux populations, ce sont les campagnes qui tendent à s'accroître le plus rapidement, par l'excédant des naissances sur les décès; mais, à cet égard, Paris l'emporte sur l'ensemble des autres villes de l'Empire.

2° Décès par âges et par état civil.

Pour les 5 années réunies, la mortalité par sexe et par état civil est représentée par les rapports ci-après:

	Sexe masculin.	Sexe féminin.
Enfants ¹	2.88	3.04
Célibataires	1.38	1.32
Mariés	1.78	1.55
Veufs.	6.88	5.96
	2.31	2.26
	2.28	

1. De la naissance à 18 ans pour le sexe masculin, et à 15 ans pour l'autre sexe.

On voit que ce sont les veufs, puis les enfants qui ont la plus forte mortalité. Ce résultat se justifie par la place que ces deux éléments de l'état civil occupent, au point de vue de l'âge, dans le classement des décès. En comparant les sexes, on constate que, l'enfance exceptée, le sexe féminin a la moindre mortalité, quel que soit l'état civil. Enfin, si l'on compare les célibataires aux mariés, on remarque que l'avantage appartient aux premiers. Faut-il en conclure que le célibat est réellement plus favorable à la longévité que le mariage? C'est un point qui ne peut être étudié qu'en cherchant quelle est, à chaque âge, la mortalité respective des célibataires et des mariés. C'est l'objet du tableau ci-après; nous l'avons complété en y ajoutant les veufs.

Décès pour 100 habitants.

Âges.	Sexe masculin.			Sexe féminin.		
	Célibataires.	Mariés.	Veufs.	Célibataires.	Mariées.	Veuves.
Au-dessous de 20 ans.	0.76	3.85	»	0.71	1.15	13.49
De 20 à 25 ans	1.04	0.78	5.55	0.80	0.98	2.73
De 25 à 30 ans	1.01	0.60	2.34	0.90	0.89	1.76
De 30 à 35 ans	1.13	0.67	1.89	1.00	0.92	1.52
De 35 à 40 ans	1.34	0.75	1.77	1.09	0.90	1.25
De 40 à 45 ans	1.72	0.95	1.92	1.33	0.98	1.27
De 45 à 50 ans	1.97	1.14	2.20	1.56	1.03	1.44
De 50 à 55 ans	2.64	1.56	2.65	2.05	1.37	1.89
De 55 à 60 ans	3.18	2.08	3.37	2.64	1.85	2.34
De 60 à 65 ans	4.83	3.24	4.79	4.05	3.02	3.60
De 65 à 70 ans	6.20	4.68	6.47	5.72	4.46	5.19
De 70 à 75 ans	8.68	6.68	9.04	9.29	7.09	8.36

Nous nous sommes arrêté à 75 ans, car, au delà, l'influence de l'état civil disparaît complètement devant celle de l'âge.

Or, que résulte-t-il de ce tableau ?

Et d'abord, si l'on compare, âge par âge, les mariés aux célibataires, on voit immédiatement que la mortalité plus élevée des mariés ne se produit que dans les mariages prématurés. C'est ainsi qu'au-dessous de 20 ans, les hommes mariés sont affectés d'une mortalité de 3.85 p. 100, lorsque, pour les célibataires du même âge, le coefficient mortuaire n'est que de 0.76. Mais, à partir de 20 ans, la mortalité des hommes mariés est toujours inférieure à celle des célibataires.

En ce qui concerne le sexe féminin, on remarque que le mariage n'accroît la mortalité que jusqu'à 25 ans; mais, à partir de cet âge, la mortalité des mariées est, comme dans l'autre sexe, toujours inférieure à celle du célibat.

Quant aux veufs, on constate que leur mortalité, très-considérable au-dessous de 20 ans, décroît de 20 ans à 40 ans, pour suivre, à partir de cet âge, un mouvement contraire très-prononcé.

Jusqu'à 60 ans pour les hommes et jusqu'à 50 ans pour les femmes, la mortalité des veufs est supérieure, non-seulement à celle des mariés, mais même à celle des célibataires; à partir de cette double limite c'est la mortalité des célibataires qui l'emporte. Ainsi le mariage et même le veuvage sont plus favorables aux vieillards que le célibat; mais, d'un autre côté, les rapports que nous venons d'analyser mettent en évidence, de la façon la plus claire, le danger des mariages trop précoces.

3° Tables de mortalité. — Vie moyenne à chaque âge.

On sait que les tables de mortalité ont pour objet de faire connaître combien, sur un nombre donné de naissances, il reste de survivants à chaque âge.

Ces tables peuvent se réduire à trois types principaux :

1° La table de Déparcieux, construite par ce savant, vers 1746, pour des têtes tontinières ou choisies. Cette table est la seule qui ait été calculée directement. Quoique très-ancienne, elle a été adoptée par le Gouvernement pour l'établissement de la Caisse des retraites pour la vieillesse.

2° Les tables mortuaires. Ces tables, d'une construction facile, n'ont de valeur que dans l'hypothèse où les naissances sont égales aux décès, et où la mortalité à chaque âge reste invariable. Elles n'expriment, à vrai dire, que l'âge moyen des décédés.

3° La table construite d'après la méthode de Quetelet¹. Cette méthode consiste à calculer la mortalité proportionnelle de chaque âge, en rapportant les décès par âge aux habitants du même âge, et à déduire d'un nombre donné de naissances, les décès successifs qui résultent de cette mortalité. Ainsi, tandis que, pour la construction des tables mortuaires, on n'a recours qu'aux décès par âge, la formule Quetelet exige le concours des naissances et des décès par âge combinés avec la population par âge. Elle n'admet qu'une hypothèse : l'invariabilité de la mortalité à chaque âge.

Une table de *survie* une fois établie, d'après l'une ou l'autre de ces tables, rien n'est plus facile que d'en déduire la longueur moyenne de la vie. Il suffit de faire, à partir de chaque âge, la somme des années vécues et de la diviser par ceux qui les ont vécues².

C'est ainsi que nous avons calculé la vie moyenne à chaque âge :

1° D'après la table de Déparcieux;

2° D'après la liste mortuaire des décès par âge de 1861 à 1865 inclusivement;

3° D'après les décès de la même période, combinés avec la population par âge, calculée d'après les recensements opérés en 1861 et 1866. (Formule Quetelet modifiée par M. Bertillon³.)

Voici les résultats de nos calculs :

Ages.	Déparcieux.		Quetelet.		Tables mortuaires.		Ages.	Déparcieux.		Quetelet.		Tables mortuaires.	
	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.		Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.
0 an	39	8	39	10	36	5	50 ans. . . .	20	5	20	6	19	5
1 an	46	4	48	7	44	11	55 ans. . . .	17	3	17	1	16	2
5 ans.	49	2	51	9	48	6	60 ans. . . .	14	3	13	9	13	»
10 ans.	46	11	48	8	45	7	65 ans. . . .	11	3	10	11	10	5
15 ans.	43	6	44	11	41	11	70 ans. . . .	8	8	8	4	8	2
20 ans.	40	3	41	5	38	8	75 ans. . . .	6	6	6	2	6	3
25 ans.	37	2	38	3	35	10	80 ans. . . .	4	8	4	7	4	8
30 ans.	34	1	35	»	32	9	85 ans. . . .	3	2	3	7	3	11
35 ans.	30	11	31	4	29	6	90 ans. . . .	1	9	3	2	3	6
40 ans.	27	6	27	9	26	1	95 ans. . . .	»	»	2	10	2	10
45 ans.	23	11	24	2	22	9	100 ans . . .	»	»	»	»	»	6

1. Voir *Bulletin de la commission centrale de la statistique belge*, t. V, p. 18.
 2. *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1867, p. 68.
 3. Voir aussi *Nouvelle Méthode pour calculer la vie moyenne*, par T. Loua, même journal, 1865, p. 56.

On remarquera que la vie moyenne, déduite des coefficients de mortalité, est supérieure à celle qu'on trouve d'après la table de Déparcieux jusqu'à 50 ans; elle lui est inférieure à partir de cet âge.

La vie moyenne déduite des tables mortuaires est inférieure à celle de Déparcieux, jusqu'à 80 ans environ, mais les différences diminuent progressivement de la naissance à cet âge.

Si, pour des calculs d'assurances, les tables mortuaires ne peuvent être utilisées, car la survie qu'on en déduit s'appuie sur des hypothèses qui ne se présentent pas dans la pratique, ce n'est pas une raison pour en rejeter absolument l'usage dans les spéculations économiques. Ces tables permettent, en effet, de calculer l'âge moyen des décédés à diverses époques; or, toute modification dans cet âge correspond évidemment à une modification correspondante dans la vie moyenne des vivants.

La vie moyenne, calculée d'après les décès par âge de la France entière (tables mortuaires), ou plus exactement l'âge moyen des décédés, a suivi, depuis le commencement du siècle jusqu'en 1865, la marche ci-après :

Périodes.	Sexe masculin.		Sexe féminin.		Les 2 sexes.	Périodes.	Sexe masculin.		Sexe féminin.		Les 2 sexes.
	Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans. Mois.		Ans.	Mois.	Ans.	Mois.	Ans. Mois.
1806-1810. .	30	6	32	7	31 6	1835-1840. .	33	5	36	4	34 11
1810-1815. .	30	7	33	3	31 10	1840-1845. .	33	5	36	7	35 »
1815-1820. .	30	8	33	»	31 10	1845-1850. .	34	4	37	7	36 »
1820-1825. .	30	2	32	8	31 5	1850-1855. .	35	»	38	4	36 8
1825-1830. .	31	5	33	11	32 8	1855-1860. .	33	8	37	2	36 4
1830-1835. .	32	1	35	»	33 6	1860-1865. .	35	1	37	10	36 5

Il résulte de ce tableau qu'en un demi-siècle l'âge moyen des décédés s'est accru d'environ 5 ans. Le progrès n'est pas d'ailleurs parfaitement régulier. C'est dans les périodes de 1825 à 1830, 1835 à 1840 et 1845 à 1850 qu'il a été le plus sensible.

Dans un pays comme la France, où le chiffre des naissances reste à peu près constant, malgré l'accroissement de la population, on obtient une expression très-approximative de la vie moyenne en divisant la population par les naissances annuelles.

Or, si l'on rapproche la vie moyenne ainsi calculée de l'âge moyen des décédés, on voit que ces deux termes marchent parallèlement et ne diffèrent que très-peu. Il est remarquable que ce fait ne se produit guère que dans notre pays.

Périodes.	Vie moyenne. ($\frac{P}{N}$)	Age moyen des décédés.
1815-1825 . . .	32.2	31.8
1825-1845 . . .	34.3	33.3
1845-1855 . . .	37.4	36.4
1855-1860 . . .	37.8	36.4
1860-1865 . . .	37.5	36.5

Le progrès indiqué par le rapport de la population aux naissances est à peu de chose près le même que celui qui résulte des tables mortuaires. Le phénomène de cet accroissement de la durée de la vie en France n'est donc pas douteux. Il correspond au progrès de l'aisance générale. (Extrait, par abrégé, des *Documents officiels*.)